

# **ANTITERRORISME : le rôle des militaires - le diagnostic d'abord**

*1 - Le 9 août matin à Levallois Perret, une voiture fonce sur six militaires de l'opération Sentinelle en patrouille. Six sont blessés, deux gravement. Le parquet de Paris ouvre une enquête pour «tentatives d'assassinats sur personnes dépositaires de l'autorité publique en lien avec une entreprise terroriste». On observe clairement un changement de cible entre les tueries de masse (Nice etc..) et les attaques contre les policiers et militaires. Les profils et motivations sont-ils les mêmes ? Comment expliquer ce changement de cibles ?*

D'abord, prudence - et doublement.

- Ces dernières années, nombre d'agressions sur des policiers ou des gendarmes ont été le fait de criminels, voulant empêcher les forces de l'ordre de s'implanter sur "leur" territoire" ; ou venger l'un des leurs après une arrestation ou encore riposter au démantèlement d'un "plan" (lieu plus ou moins fixe et permanent de vente de stupéfiants). Comme ces ripostes sont symboliques (et s'exercent aussi sur des pompiers, des agents municipaux, voire des postiers) et s'adressent en gros à l'appareil d'Etat, des militaires font en l'occurrence aussi bien l'affaire comme victimes que toute autre catégorie de fonctionnaires, civil ou non.

- Depuis 2012 et Mohamed Merah, on sait que la plupart de ceux qui ont fait couler le sang dans l'aire européenne francophone (Paris, Bruxelles, Nice, etc.) sont des hybrides, des voyous - voire des criminels - vaguement ré-islamisés, cherchant dans le massacre et le fanatisme religieux un exutoire à leur psychopathie sanguinaire. Ainsi nous parle-t-on souvent de "déséquilibrés" ou de "cas pathologiques" - et bien sûr : passer comme Merah ou les Abdeslam de la boîte de nuit à la mosquée, et du mélange vodka-plus-joint au jeûne du Ramadan, ne signale pas un grand équilibre intérieur.

Donc ces récentes années, on a vu divers individus fragiles "décompenser", comme dit la psychiatrie, un précaire équilibre mental explosant en bouffée d'ultra-violence. Les criminologues ont baptisé ces cas-limites des "bombes humaines" et à présent, le travail du renseignement intérieur devrait consister à repérer ces "bombes humaines" parmi (ou aux alentours) les quelques milliers d'individus "radicalisés". Le renseignement intérieur français veut-il, peut-il le faire ? A voir.

*2 - Quelles sont les failles de l'opération Sentinelle ? En voulant rassurer le public français, les autorités n'ont-elles pas transformés les militaires en cibles, et ce, sans qu'un tel dispositif ne puisse être efficace dans la prévention des actes terroristes ?*

Il n'y a pas de failles dans l'opération sentinelle ! Elle est de part en part conçue pour rassurer la population, ce qu'elle fait bien. Quand, face à un péril intraitable, un gouvernement européen ne sait trop que faire (L'Italie en Sicile dans la décennie 1990, après les grands attentats mafieux, la France post-Merah, etc.) il met l'armée dans les rues, comme dispositif calmant. Au delà, la France n'est pas confrontée à une sorte de "bataille d'Alger" avec, comme ennemi, une organisation militaire clandestine, armée, entraînée, dotée d'un état-major et de bases à l'étranger ; auquel cas en effet, notre armée serait en mission militaire ; là, son rôle (j'utilise le terme techniquement et sans nul mépris, bien sûr) est purement cosmétique : rassurer, calmer.

*3 - Emmanuel Macron a d'ailleurs annoncé dans son discours à la communauté de la défense une évolution à venir sur l'opération sentinelle : «Nous proposerons à l'automne une nouvelle doctrine d'intervention qui permettra de revenir en profondeur sur l'organisation de Sentinelle afin d'avoir une plus grande efficacité opérationnelle et de prendre en compte l'effectivité et l'évolution de la menace.» Comment pourrait se traduire cette "nouvelle doctrine d'intervention" selon vous ? Quels seraient les moyens à mettre en place pour une efficacité optimale, même si ceux-ci sont moins visibles auprès du public ?*

On peine toujours à critiquer de bonnes intentions. Observons seulement que pour ne serait-ce que commencer à exécuter ce plan (sans doute plein de bon sens) il faut d'abord avoir effectué un diagnostic lucide et précis : qui est vraiment l'ennemi ? Quels sont ses moyens d'action sur notre territoire ? Dispose-t-il d'une "armée de réserve" et si oui, où et de quelle ampleur ? L'Etat islamique et al-Qaïda ont-ils encore la volonté et les moyens de frapper la France, directement ou pas ?

Quand vous savez ça, alors, un plan est possible. De quelle nature ? en 1919, quand fut fondée l'Internationale communiste (IIIe internationale, ou *Komintern*), elle fut vite confrontée à des hérésies, des dissidences "gauchistes" ou "droitières", etc. Le secrétariat du Komintern inventa alors une méthode pour réduire ces dissidences. La reprise en main s'opérait en trois étapes (dont l'énoncé fait encore un peu froid dans le dos...) : "manœuvrer - isoler - liquider".

Autres temps, autre ennemi - mais plan à méditer : une fois repéré, le petit noyau susceptible de passer à l'acte est d'abord "environné", poussé dans ses retranchements, ce qui permet de jauger ses réflexes, réactions, contacts, etc. Dans la phase 2, il est mis sous cloche, coupé de ses contacts humains et électroniques et là encore, surveillé sans cesse pour voir comment il réagit. Phase 3 et dernière : tout étant su de lui, enregistré et analysé, il est neutralisé. En France bien sûr, dans le strict respect de la loi. Sur les terres moyen-orientales du jihad, c'est bien sûr une autre affaire... ■